

Bruxelles, le 30.3.2015  
C(2015) 2089 final

## **DÉCISION DE LA COMMISSION**

**du 30.3.2015**

**sur un Projet Pilot en faveur de la République Démocratique du Congo relevant du  
"Projet d'amélioration de la prise en charge destinée aux victimes de violence sexuelle  
dans l'Est de la République démocratique du Congo" à financer sur le budget général  
de l'Union européenne**

## DÉCISION DE LA COMMISSION

du 30.3.2015

**sur un Projet Pilot en faveur de la République Démocratique du Congo relevant du "Projet d'amélioration de la prise en charge destinée aux victimes de violence sexuelle dans l'Est de la République démocratique du Congo" à financer sur le budget général de l'Union européenne**

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union et abrogeant le règlement (CE, Euratom) n°1605/2002 du Conseil<sup>1</sup>, et notamment ses articles 54(2)(a) et 84(2),

considérant ce qui suit:

- (1) La Commission a adopté le document de stratégie pour la République Démocratique du Congo (RDC) et le programme indicatif pluriannuel pour la période 2009-2013<sup>2</sup>, qui dispose en son point 3.3 comme prioritaires la santé. Les programmes santé du FED 10<sup>e</sup> continueront à être exécutés en 2015 et 2016.
- (2) La violence sexuelle est un problème très important en RDC dont l'ampleur, difficile à mesurer, est sans doute sous-estimée.
- (3) Dans le contexte d'insécurité, avec persistance de foyers de guerre dans l'Est du pays, le viol a été institué en arme de guerre depuis le début de la guerre.
- (4) Il existe depuis 2003 une stratégie nationale de lutte contre les violences basées sur le genre. L'Union européenne contribue avec un montant de 20 000 000 EUR.
- (5) En 2009, dans le cadre du Programme de Stabilisation et Reconstruction des zones de conflits armés dans l'Est du Congo (STAREC) une stratégie globale de lutte contre les violences sexuelles a été approuvée par le Gouvernement. L'Union européenne contribue au financement du STAREC à travers l'enveloppe B du PIN 10<sup>e</sup> FED.
- (6) L'Union européenne contribue aussi à la lutte contre les violences sexuelles à travers ses programmes d'appui au secteur de la santé, à la police, à la justice, à l'armée et ses actions humanitaires.
- (7) Malgré les interventions en cours, pour la majorité des victimes l'accessibilité à des soins de qualité, particulièrement pour les complications nécessitant des soins spécialisés, est très faible voire parfois inexistante.
- (8) L'action intitulée "Projet d'amélioration de la prise en charge destinée aux victimes de violence sexuelle dans l'Est de la République démocratique du Congo" vise à améliorer la qualité et disponibilité des soins de santé pour les victimes de la violence sexuelle à l'Est de la République Démocratique du Congo; assurer la formation des

---

<sup>1</sup> JO L 298 du 26.10.2012, p. 1.

<sup>2</sup> C(2008)3409 du 10.07.2008

professionnels de la santé dans ce domaine et renforcer la gestion de ces types de soins de santé.

- (9) La présente décision remplit les conditions fixées à l'article 94 du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission du 29 octobre 2012 relatif aux règles d'application du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union<sup>3</sup>.
- (10) Il y a lieu d'adopter un programme de travail en matière de subventions dont les modalités sont fixées à l'article 128, paragraphe 1, du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et à l'article 188, paragraphe 1, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012. Le programme de travail est constitué de l'annexe.
- (11) L'ordonnateur responsable peut attribuer des subventions sans appel à propositions sous réserve que les conditions applicables aux exceptions aux appels à propositions prévues à l'article 190 du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 soient remplies.
- (12) La contribution maximale de l'Union européenne fixée dans la présente décision couvre tout intérêt qui pourrait être dû pour retard de paiement sur la base de l'article 92 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et de l'article 111, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012.
- (13) La Commission est tenue de définir l'expression «modification non substantielle» au sens de l'article 94, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 du Conseil afin de garantir que toute modification de ce type peut être adoptée par l'ordonnateur délégué, ou sous sa responsabilité, par subdélégation (ci-après l'«ordonnateur compétent»).

DÉCIDE:

### *Article 1*

#### **Adoption de la mesure**

La décision sur un Projet Pilot en faveur de la République Démocratique du Congo en faveur de la République Démocratique du Congo relevant du "Projet d'amélioration de la prise en charge destinée aux victimes de violence sexuelle dans l'Est de la République démocratique du Congo" présentée en annexe, est approuvée.

Le projet comporte l'action suivante:

- Annexe: Projet d'amélioration de la prise en charge destinée aux victimes de violence sexuelle dans l'Est de la République démocratique du Congo.

### *Article 2*

#### **Contribution financière**

La contribution maximale de l'Union européenne pour la mise en œuvre du Projet Pilot visée à l'article 1<sup>er</sup> est fixée à 2 000 000 EUR à financer sur la ligne 21.02.77.13 du budget général de l'Union européenne pour 2014.

### *Article 3*

#### **Modalités de mise en œuvre**

---

<sup>3</sup> JO L 362 du 31.12.2012, p. 1.

La section 4 "Mise en œuvre" de l'annexe de la présente décision énonce les éléments exigés par l'article 94, paragraphe 2, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012.

L'ordonnateur compétent peut attribuer des subventions sans appel à propositions conformément à l'article 190 du règlement délégué (UE) n° 1268/2012.

La contribution financière visée à l'article 2 couvre également tout intérêt qui pourrait être dû pour retard de paiement.

#### ***Article 4***

##### **Modifications non substantielles**

Les augmentations ou les diminutions n'excédant pas 20% de la contribution fixée à l'article 2, premier alinéa ou les modifications cumulées des crédits alloués à des actions spécifiques n'excédant pas 20% de cette contribution, de même que les extensions de la période de mise en œuvre, ne sont pas considérées comme substantielles au sens de l'article 94, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions. Le recours à la réserve pour imprévus est pris en considération dans le plafond fixé au présent article.

L'ordonnateur compétent peut adopter ce type de modifications non substantielles dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

Fait à Bruxelles, le 30.3.2015

*Par la Commission*  
*Neven Mimica*  
*Membre de la Commission*